

CONDITIONS DE TRAVAIL, CONDITION D'ÉTUDES

C'EST NON!

FRAIS DIFFÉRENCIÉS

BUDGET

MOBILISONS NOUS, MARDI 12 MAI 2026

POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR OUVERT,

GRATUIT ET ÉMANCIPATEUR

ET UNE RECHERCHE FINANCÉE ET

RESPECTUEUSE DES TRAVAILLEUR·EUSES SCIENTIFIQUES



NON À LA HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION, À LA RÉDUCTION DES BUDGETS DE LA RECHERCHE ET À LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL À L'UNIVERSITÉ !

Le ministre compte imposer à 90% des étudiants étrangers des frais d'inscription à hauteur de 3000€ en licence et 4000€ en master dès la rentrée 2026 avant de les généraliser à toutes et tous en 2027, si le parlement le lui permet après l'élection présidentielle.

En même temps après avoir imposé une austérité drastique et dégradé les conditions de travail dans la majorité des universités dont la notre, le gouvernement demande au CNRS de rendre 20 M€ et donc de réduire de 8% leurs budgets de fonctionnement.

Depuis 2007, la part du budget de la MIRE dans le budget général de l'État n'a cessé de baisser. S'en suit une baisse des dépenses de recherche publique atteignant un niveau historiquement bas depuis 1980. Dans le même temps, le nombre

d'étudiant·es inscrit·es dans l'enseignement supérieur public a progressé de 19 %. **C'est l'équivalent de 10 universités qui auraient dû être construites et 30 000 agent·es qui auraient dû être recruté·es** dont 15 000 enseignant·es et enseignant·es-chercheur·es. Au contraire, sur cette période nous avons perdu 900 emplois d'enseignant·es-chercheur·es (EC) et le nombre total d'enseignant·es titulaires et contractuel·les a baissé de 4 %, quand les emplois BIATSS se sont massivement précarisés. **Au CNRS, depuis 2007 la baisse de l'emploi de chercheur·ses, ingénieur·es et technicien·nes titulaires est de 9 %.** L'aggravation de l'épuisement des collègues et de la dégradation des conditions de travail conduit à l'impossibilité d'assurer les missions dans nombre d'universités et d'organismes de recherche.

Opposons nous à cette politique xénophobe discriminatoire et à cette nouvelle attaque contre l'université et la recherche. Rassemblons nous, manifestons notre opposition et décidons ensemble de nos moyens d'action pour gagner le retrait et l'annulation de ces décisions délétères.

